

Joseph E. Stiglitz ou halte à la pensée unique : un autre monde est possible

Professeur TOUNA MAMA*

«**Q**ue doit faire un Premier ministre quand il reçoit la visite d'un conseiller du Fonds monétaire international (FMI) qui lui dit de suivre les prescriptions du Fonds, puis d'un universitaire qui lui recommande le contraire ? »

Si ce n'est pas la question centrale que pose Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001 dans sa dernière livraison, Un autre monde : contre le fanatisme du marché (Paris, Fayard, 2006, p. 63 ; traduction française de Making Globalization work, w.w. Norton, New York, 2006), l'ancien conseiller économique du président américain Bill Clinton et non moins ancien économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale veut comprendre " comment se fait-il (...) que les économistes (...) n'arrivent pas à se mettre d'accord sur ce qui va conduire au développement " (p. 63).

En effet, poursuit Stiglitz, " tous deux (l'expert du FMI et l'Universitaire) commencent par invoquer la théorie économique, les lois universelles de l'économie, celles de l'offre et de la demande. Mais la théorie n'est pas monolithique " (p. 63).

C'est alors que le professeur de l'université Columbia passe à la démonstration du caractère idéaliste des prescriptions du consensus de Washington.

Le consensus de Washington, faut-il le rappeler, s'est établi entre trois institutions basées à Washington, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le Trésor des Etats-Unis, sur l'ensemble des politiques les mieux à même de promouvoir le développement. Ce consensus préconisait de réduire l'intervention de l'Etat, de déréglementer, de libéraliser et de privatiser au plus vite.

Pour Stiglitz, " les prescriptions du consensus de Washington reposent sur une théorie de l'économie de marché qui suppose une information parfaite, une concurrence parfaite et des marchés du risque parfaits - idéalisation du réel fort peu pertinente, notamment pour les pays en développement " (p. 63).

En rappelant les progrès faits par la théorie économique dans les années 1970 et 1980 pour expliquer les limites des marchés, notamment la conclusion selon laquelle les marchés sans entraves ne conduisent pas à l'efficacité économique chaque fois que l'information est imparfaite ou qu'il manque certains marchés (progrès auxquels il a contribué et qui lui ont valu le prix Nobel), Stiglitz montre, à la lumière de l'histoire économique contemporaine des pays en développement, que " les pays qui ont le mieux réussi sont ceux d'Asie, et que, dans la plupart de ces pays asiatiques, l'Etat a joué un rôle très actif " (p. 64) ;

S'il stigmatise " le fanatisme du marché ", Stiglitz est loin d'être dogmatique pour envisager un Etat tout-puissant, conscient qu'" il n'y a pas de solution magique " (p. 60). Adoptant plutôt une approche globale du développement, Stiglitz estime que cette " approche globale exige de renfor-

cer les marchés. Mais il est tout aussi important de renforcer l'Etat, et de trouver pour chaque pays, à chaque étape, le bon dosage entre l'Etat et le marché " (p. 88). S'agissant précisément des champs d'intervention potentiels de l'Etat, le prix Nobel estime " qu'il y a aujourd'hui pratiquement un consensus, qu'il doit agir pour assurer l'éducation de base, fixer les cadres juridiques, mettre en place les infrastructures et certains éléments d'un système de sécurité sociale ; et aussi réglementer la concurrence, les banques et les atteintes à l'environnement " (p. 89). Et certains vont plus loin, en soutenant qu'il lui incombe de maintenir le plein emploi et de promouvoir activement la croissance, et en étant attentif aux problèmes d'inégalité et de stabilité sociale. Mais la question centrale du professeur Stiglitz dans cet ouvrage est de montrer comment on pourrait créer un monde autre que celui d'une mondialisation qui ne profite qu'aux riches du Nord, " un monde où la réalité de la mondialisation ressemblerait davantage à son potentiel bénéfique pour le bien-être des pauvres " (p. 30).

Pour parvenir à cet autre monde, c'est-à-dire à réaliser une mondialisation qui soit bénéfique pour tous, au nord comme au sud, Stiglitz, rejette la thèse de " l'économie du ruissellement ".

Selon cette thèse, toute croissance économique même très inégalitaire, est bonne pour tout le monde, l'argent des riches, finissant toujours par " ruisseler " jusqu'aux pauvres. Pour Stiglitz, cette thèse a été constamment démentie par les faits. Le prix Nobel soutient au contraire que pour que la mondialisation marche, c'est-à-dire fonctionne bien, il faut la restructurer " au bénéfice de tous, les populations du monde développé comme celles du monde en développement, les générations actuelles comme les générations futures " (p. 58).

Pour cela, Stiglitz pense qu'il faut réaliser un certain nombre de conditions.

1°) - Rendre le commerce équitable

En effet, il ne suffit pas de libéraliser les échanges pour que les pays en développement puissent en tirer profit. Stiglitz évoque, pour l'illustrer, le cas de l'Alena (Accord de libre-échange nord américain) créant une zone de libre-échange entre les Etats-Unis et le Mexique, et montre que les effets escomptés n'ont pas été réalisés plus de 10 ans après.

Pour quelles raisons ? Non seulement il peut y avoir manque ou insuffisance d'infrastructures nécessaires à la circulation de leurs produits (routes, ports, etc...), mais aussi le caractère imparfait de leurs marchés de capitaux peut être tel que le niveau élevé des taux d'intérêt n'incite pas à entreprendre des activités exportatrices ; encore faudrait-il qu'il y ait quelque chose à exporter. Bref, pour Stiglitz, sans " aide au commerce " (p. 114), les pays en développement ne peuvent parvenir à tirer profit de nouvelles opportunités induites par la libérali-

sation des échanges.

Mieux encore, pour Stiglitz, " que faut-il entendre par commerce équitable ? Il y a un point de repère naturel : le régime commercial qui apparaîtrait si toutes les subventions et toutes les entraves au commerce étaient supprimées " (p. 119).

Plus précisément, se demande Stiglitz, " comment créer un régime commercial juste et qui permettra aux pays pauvres de se développer par le commerce ? " (p. 129).

Pour Stiglitz, " il existe une réforme qui, à elle seule, pourrait à la fois simplifier les négociations, promouvoir le développement et s'attaquer aux injustices du régime actuel : il suffirait que les plus riches ouvrent simplement leurs marchés aux plus pauvres, sans réciprocité, sans conditions économiques ni politiques. Les pays à revenu moyen devraient ouvrir leurs marchés aux pays les moins avancés, et avoir le droit de s'accorder mutuellement des préférences sans les étendre aux pays riches : ainsi, ils n'auraient plus à craindre que les importations venues des pays développés ne tuent leurs industries naissantes. Même les pays industriels avancés y trouveraient un bénéfice, car ils pourraient aller plus vite dans la libéralisation de leurs échanges entre eux (...) sans avoir à répondre aux inquiétudes du monde en développement " (pp. 130-131).

Cette réforme préconisée par Stiglitz remplacerait alors le principe en vigueur ou devant l'être de " réciprocité pour tous et entre tous, quelles que soient les situations ", par le principe de " réciprocité entre égaux, mais différenciation entre ceux dont les situations sont nettement différentes " (p. 131). Ce serait trop beau !

2°) - Concevoir un régime équilibré de propriété intellectuelle

En répondant sérieusement aux questions sur ce qui est brevetable, sur la durée souhaitable du brevet et sur son degré de généralité.

Pour Stiglitz, pour faire fonctionner la mondialisation, il faut (p. 173 et ss.) :

- promouvoir l'innovation et la justice sociale ;
- adapter la propriété intellectuelle aux besoins des pays en développement ;
- assurer l'accès aux médicaments qui peuvent sauver des vies ;
- arrêter la biopiraterie et protéger les savoirs traditionnels ;
- réformer la gouvernance internationale dans le sens d'une plus grande prise en compte des intérêts des pays en développement.

3°) - Lever la malédiction des ressources

C'est-à-dire combattre le " mal hollandais ". En d'autres termes, bien dépenser l'argent des ressources naturelles et le dépenser au bon moment pour éviter les effets pervers d'un boom de prix des matières premières.

4°) - Sauver la planète

Par la limitation de la production des " gaz à effet de serre " et donc du réchauffe-

ment de la terre ; c'est-à-dire par une meilleure gestion des problèmes environnementaux.

Il s'agit de gérer la " tragédie des communaux " en posant des limites aux individus dans leur usage, pour éviter l'apparition des externalités négatives.

5°) - Réduire, à défaut d'éliminer les abus des multinationales

En alignant les incitations privées sur les coûts et bénéfices sociaux.

6°) - Gérer judicieusement le fardeau de la dette

Par cinq réformes cruciales : (p. 320 et ss.)

- Les pays développés ne doivent pas nuire aux pays en développement en profitant de l'allègement de la dette pour rançonner ces pays ou miner leurs institutions démocratiques ; oubliant que l'objectif de cet allègement est de permettre un nouveau départ.

- Le FMI doit revenir au prêt contractuel différent du modèle du prêt privé procyclique. Dans le premier cas, on prête davantage quand l'économie va mal tandis que dans le second, on exige le remboursement au moment précis où le pays a le plus besoin de fonds.

- Il faut réduire le risque pour l'emprunteur. Et cela doit relever de la responsabilité des institutions financières internationales qui doivent éviter que les pays en développement subissent des risques de taux d'intérêt et de change.

- Les pays pauvres très endettés doivent emprunter prudemment et, si possible, dans leur propre monnaie. Les pays doivent compter davantage sur leur propre épargne pour financer leur accumulation de capital, comme l'a fait l'Asie orientale.

- Il faut mettre en place une législation internationale des faillites reposant sur des principes directeurs dont l'un serait de " faire supporter aux prêteurs (y compris le FMI) les conséquences de leurs actes (y compris de leurs conseils) " (p. 330).

En avançant ces idées, Joseph E. Stiglitz est conscient qu'elles " vont se heurter à une forte résistance " (p. 333). Mais il est convaincu que " de nombreux problèmes de remboursement ne sont pas dus à des erreurs des pays en développement mais à l'instabilité du système économique et financier mondial à laquelle il faut s'attaquer si l'on veut que la mondialisation fonctionne ".

7°) - Réformer le système de réserve mondial

C'est un secret de polichinelle de dire que le " système financier mondial fonctionne mal, et il fonctionne particulièrement mal pour les pays en développement ".

Pour Stiglitz, " l'argent coule de bas en haut : il va des pauvres vers les riches. Le pays le plus riche du monde, les Etats-Unis, ne parvient apparemment pas à vivre selon ses moyens : il emprunte 2 milliards de dollars par jour à des pays pauvres (...). Il est bien curieux de voir les pays pauvres ayant désespérément be-